LE DEVOIR

Le «budget carbone» du Canada pour 2050 est presque déjà épuisé

Photo: Cole Burston Agence France-Presse Le Groupe consultatif pour la carboneutralité insiste sur la nécessité pour le Canada de mieux protéger ses forêts, des écosystèmes qui peuvent capter du carbone, mais qui sont plus que jamais menacées par le réchauffement climatique.

Alexandre Shields

Pôle environnement

Publié et mis à jour le 26 sept. 2024
Environnement

Si le Canada veut « faire sa juste part » en matière de lutte contre la crise climatique mondiale (https://www.ledevoir.com/environnement/587527/les-bouleversements-climatiques-menacent-de-rendre-le-monde-meconnaissable?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), il doit considérer que son « budget carbone » restant d'ici 2050 est déjà pratiquement épuisé, selon ce qui se dégage

d'un rapport publié jeudi par un groupe d'experts mandaté par Ottawa pour conseiller le ministre fédéral de l'Environnement, Steven Guilbeault. La réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) doit donc s'accélérer « brusquement » pour éviter l'échec.

« Nous avons brûlé une bonne partie de notre portion équitable de carbone », résume au *Devoir* la coprésidente du Groupe consultatif pour la carboneutralité (GCPC), Sarah Houde, en évoquant les constats inscrits dans le rapport intitulé *Des résultats pour le climat. Budget carbone et cible du Canada pour 2035 (https://www.gcpc2050.ca/publications/des-resultats-pour-le-climat-budget-carbone-et-cible-du-canada-pour-2035)*.

Dans ce document, le GCPC recommande donc au gouvernement fédéral d'élaborer un « budget carbone national », un outil prôné par plusieurs scientifiques et qui permettrait de chiffrer le total des émissions de gaz à effet de serre (GES) que le Canada « ne devrait pas dépasser jusqu'à ce qu'il atteigne la carboneutralité », soit d'ici 2050.

Les budgets carbone sont d'ailleurs utilisés par d'autres pays « pour mieux suivre l'effet des décisions en matière de politiques climatiques et les conséquences d'un retard dans l'action », rappelle le GCPC.

La « juste part » du Canada

Selon les calculs des experts indépendants mandatés par Ottawa, ce budget ne devrait pas excéder, au pire, 11 milliards de tonnes de gaz à effet de serre. Cela équivaut à 15 années d'émissions canadiennes, selon le niveau de 2022, soit 708 millions de tonnes par année.

Mais ce chiffre ne dit pas tout, puisque le GCPC presse aussi le gouvernement fédéral de tenir compte des « émissions excédentaires » du pays. Celles-ci représentent les émissions de GES qui devraient être « comptabilisées » afin que le Canada, un pays riche et un important émetteur historique de gaz à effet de serre, « contribue équitablement aux efforts mondiaux visant à respecter l'Accord de Paris ».

Ce principe d'équité en matière de lutte contre le naufrage climatique qui guette l'humanité est en effet inscrit à l'article 2 de l'Accord de Paris (https://unfccc.int/sites/default/files/french_paris_agreement.pdf). Celui-ci reconnaît le « principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, eu égard aux différentes situations nationales ».

En tenant compte d'« estimations très prudentes », ces émissions excédentaires atteignent au moins 8,4 milliards de tonnes d'ici 2050, selon les calculs des experts, en tenant compte de l'objectif de limiter le dérèglement mondial du climat à 1,5 °C (https://www.ledevoir.com/environnement/812523/rechauffement-planetaire-depassera-2-5-c-previennent-experts-climat?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), par rapport à l'ère préindustrielle.

Si on retire donc ces 8,4 milliards de tonnes des 11 milliards de tonnes du « budget national », il resterait, au mieux, 2,6 milliards de tonnes à émettre d'ici 2050. Cela équivaut à moins de quatre années d'émissions, au niveau de 2022. À ce rythme, le Canada devrait donc devenir carboneutre avant 2030.

Le pays, important producteur d'énergies fossiles qui alimentent le réchauffement planétaire (https://www.ledevoir.com/environnement/723501/environnement-plus-de-4-milliards-de-tonnes-de-ges-generes-par-le-petrole-et-le-gaz-canadiens-exportes?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), est toutefois loin du compte, même en ne tenant compte que des émissions nationales comptabilisées. Celles-ci atteignaient 702 millions de tonnes en 2023, selon une évaluation de l'Institut climatique du Canada. Et alors que la cible de réduction pour 2030 est de les faire reculer d'au moins 40 % par rapport

à 2005 (https://www.ledevoir.com/environnement/812083/hausse-emissions-ges-canada-2022?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), ce recul ne dépasse actuellement pas 8 %.

Un objectif de carboneutralité à très court terme n'est donc « pas réalisable », reconnaît le groupe chargé de conseiller le ministre Guilbeault. Mais le fédéral devrait dès maintenant lancer une réflexion sur la façon de répondre à l'enjeu crucial de « l'équité » en matière de lutte internationale contre la crise climatique, affirme Sarah Houde.

Elle souligne d'ailleurs que les estimations inscrites dans le rapport publié jeudi représentent une « approche équilibrée » fondée sur les données scientifiques. « On ne voulait pas décourager les gens, parce que ça peut être décourageant à lire. Notre message est clair : on peut trouver des moyens de s'attaquer aux émissions de gaz à effet de serre. Ce n'est pas seulement fardeau, c'est aussi une opportunité économique qui nous permettra de transformer notre économie, mais aussi d'améliorer notre qualité de vie », fait-elle valoir.

À lire aussi

- Déclin «prononcé» de la connectivité écologique dans les basses terres du Saint-Laurent (https://www.ledevoir.com/environnement/820658/declin-prononce-connectivite-ecologique-basses-terres-saint-laurent?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra)
- Comment des glaciers qui s'effondrent ont déclenché un tsunami (https://www.ledevoir.com/environnement/820594/comment-glaciers-effondrent-ont-declenche-tsunami?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra)
- Le chef d'ONU Climat met en garde contre une décarbonation « à deux vitesses » (https://www.ledevoir.com/environnement/820463/chef-onu-climat-met-garde-contre-decarbonation-deux-vitesses?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra)

« Mesures énergiques »

À court terme, ajoute Sarah Houde à la lumière des constats du rapport, « des mesures plus énergiques et plus soutenues sont nécessaires pour atteindre notre cible d'émissions pour 2030 et pour passer à une trajectoire carboneutre à long terme ». Le document affirme d'ailleurs sans détour que « le rythme de la réduction » des GES « doit s'accélérer brusquement ».

Pour y parvenir, M^{me} Houde insiste sur la nécessité de maintenir toutes les politiques climatiques déjà en vigueur, dont la tarification sur le carbone, une mesure phare du fédéral que le Parti conservateur du Canada (https://www.ledevoir.com/parti-conservateur-du-canada?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) a promis d'abolir s'il remporte les prochaines élections. « Nous n'avons pas le luxe de retirer des mesures », laisse tomber la coprésidente du GCPC.

Mais plusieurs autres mesures doivent rapidement être mises en oeuvre, dont le Règlement sur l'électricité propre, qui vise à décarboner la production électrique partout au Canada. Le groupe d'experts insiste aussi sur le besoin de forcer le secteur pétrolier et gazier à réduire ses émissions (https://www.ledevoir.com/environnement/803388/pas-plafond-emissions-ges-industrie-energies-fossiles-avant-2030?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra), lui qui représente le poids lourd du bilan national de GES (31 % du total en 2022). Cela passe notamment par des mesures plus contraignantes pour réduire les émissions de méthane

(https://www.ledevoir.com/environnement/819546/toujours-plus-methane-atmosphere-malgre-promesses?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), un puissant gaz à effet de serre. Son pouvoir de réchauffement est plus de 80 fois plus important sur 20 ans que celui du CO_2.

Pour s'attaquer aux émissions canadiennes et aux « émissions excédentaires », le rapport fait également valoir le besoin de « retirer » du carbone de l'atmosphère avec la technologie de la capture et du stockage, mais aussi en misant plus que jamais sur la protection des milieux naturels qui captent cette pollution imputable principalement à notre dépendance aux énergies fossiles. M^{me} Houde cite en exemple la préservation des forêts, qui subissent plus que jamais les contrecoups du réchauffement (https://www.ledevoir.com/environnement/796656/environnement-la-crise-climatique-a-fait-flamber-les-forets-du-quebec-cet-ete?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), mais aussi des milieux humides. Or, ces écosystèmes subissent des reculs partout au pays (https://www.ledevoir.com/environnement/789801/quebec-echoue-a-proteger-ses-milieux-humides?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte).